

PERSPECTIVES

LA MONTEE DU POIDS DES CONTRAINTES MACRO-SOCIALES QUI PESENT SUR LE CONSOMMATEUR MALIN :

LE CHASSE-CROISE DES CLASSES MOYENNES MONDIALES

Dominique DESJEUX

Le premier grand constat est que « l'Ouest » n'est plus le seul centre du monde comparé à la place qu'il a occupée entre le début du 19^{ème} siècle et les années 1960, au moment des indépendances, même s'il reste encore un centre de poids. Cela veut moins dire que l'Occident décline qu'il n'est plus tout puissant.

Ce rappel, qui peut paraître évident, demande de faire cependant un effort important de décentrement pour comprendre les nouveaux rapports de force internationaux et les transformations de fond qui organisent de façon invisible les nouvelles relations entre sociétés et nations. Parmi tous ces mouvements, il en est un de très stratégique, celui de la place inversée des classes moyennes dans le monde. Or ce chassé-croisé a de grandes implications sur le prix des matières premières et des productions alimentaires et donc sur la consommation.

En effet le deuxième grand constat est que les classes moyennes, qui sont en pleine progression depuis 2000, représenteraient pour l'ensemble du monde « 1,8 milliards de personnes, soit 28% de la population mondiale » en 2010. Elles seraient 5 milliards en 2050. La progression serait principalement en Asie.¹

L'idée centrale suggérée ici est qu'en partant de la consommation comme analyseur de la mondialisation, nous assistons aujourd'hui à une sorte de chassé-croisé des classes moyennes. Dans les pays développés, la partie la plus précarisée des classes moyennes est menacée dans son pouvoir d'achat, ce qui va entraîner une

¹ Louis Marin, *Alternatives économiques* de juin 2010 citant avec précaution un document de travail de l'OCDE ;

www.alternatives-economiques.fr/index.php?lg=fr&controller=article&action=html&id_article=49656&id_parution=932

consommation plus économe, sous contrainte de revenu. A l'inverse, dans les pays émergents, les classes moyennes voient globalement leur pouvoir d'achat augmenter. Cela va se traduire par une augmentation des « dépenses de consommation des couches moyennes qui seront multipliées par 2,6 d'ici à 2030 ». La Chine sera le premier marché mondial en 2020. En une vingtaine d'années, la part de l'Asie au sein des classes moyennes progresserait de 28% à 66%, tandis que celle des Européens et des Américains du Nord diminuerait de 54% à 21%. Dans les deux cas de montée ou de descente sociale, la part des produits alimentaires dans le budget des ménages en sera fortement impactée.

Surtout entre 2000 et 2009, la classe moyenne supérieure mondiale, la plus consommatrice, est passée de 200 millions à 565 millions de personnes, ce qui est une progression très importante. Cette classe moyenne supérieure mondiale est définie sur la base de personnes disposant d'actifs financiers compris entre 5 300 euros et 31 600 euros (soit une moyenne de 17 530 euros à la fin 2009). Ceci peut paraître peu. Mais si on sait qu'en Chine, le salaire minimum tourne à peu près autour de 100€ (1000Yuan), cela représente plus de 10 fois le « SMIC » annuellement, ce qui n'est donc pas rien d'un point de vue local. Les actifs sont pris ici comme des indicateurs du pouvoir d'achat potentiel de cette classe moyenne².

Sur ce total, plus de la moitié vit dans des pays émergents, tels que la Chine (130 millions), le Brésil (40 millions) et la Russie (14 millions). « En 2050, 50% de la consommation globale du monde sera le fait des Chinois et des Indiens, contre 10% actuellement », estime Johannes Jütting.³

En Chine, autre exemple, dans mes enquêtes qualitatives avec Wang Lei en 2011, nous avons eu des interviewés qui pouvaient posséder 3 ou 4 appartements, ce qui confirme l'importance

² En termes de méthode, l'étude de Johannes Jütting sur la classe moyenne mondiale porte sur « la richesse privée détenue par les individus » et a été « réalisée par le groupe d'assurance allemand Allianz. Le rapport, qui concerne 50 pays – soit 68% de la population mondiale et 87% du produit intérieur brut mondial (PIB) –, est fondé sur la richesse privée des personnes, c'est-à-dire les dépôts bancaires, les placements sur les marchés financiers et chez les assureurs, mais ne prend pas en compte les biens immobiliers ».

³ <http://extremecentre.org/2010/11/11/la-classe-moyenne-mondiale-a-triple-en-dix-ans>

potentielle de ce patrimoine, surtout aujourd'hui avec l'explosion des prix de l'immobilier en Chine qui valorise ce même patrimoine⁴. Ces dix dernières années ont donc vu l'émergence d'une transformation de première grandeur, celle d'une importante classe moyenne au pouvoir d'achat de plus en plus élevé dans les pays émergents.

Tous ces chiffres sont à manier avec prudence mais ils donnent malgré tout un ordre de grandeur sur un phénomène nouveau, l'explosion de la grande consommation mondiale. En un sens, c'est la victoire paradoxale de tous ceux qui luttaient contre le sous-développement dans les années 1960/1970, surtout quand on pense à la Chine de Mao et au pouvoir de l'armée de libération dans l'économie chinoise ou au Brésil et au pouvoir des militaires dans ces mêmes années.⁵

A l'inverse, dans les pays développés, et notamment en France, la crise a révélé l'importance des classes moyennes en descente sociale. La pauvreté concerne ou inquiète quasiment 1 Français sur 2 (48%)⁶. En 2008, 13% des français vivent en dessous du seuil de pauvreté de 950€, soit 7,84 millions de personnes⁷. 30% des familles monoparentales, 1,6 millions de personnes, vivent sous le seuil de pauvreté. Par contre 49% des Français ne se sentent pas menacés par la pauvreté.

Il faut aussi rappeler que le niveau de vie médian d'une « unité de consommation » française de valeur 1, est de 1590€. Cela veut dire – en gros – que 50% des français ont un revenu par personne,

⁴ Jusqu'à la prochaine bulle immobilière dont la date d'éclatement n'est pas vraiment prévisible mais dont des signes de chute du prix du mètre carré, jusqu'à 50%, sont apparus dans le deuxième semestre 2012.

⁵ Cela nous rappelle aussi, au passage, le rôle politiquement ambivalent des militaires à travers le monde depuis 200 ans, dans l'organisation du passage des sociétés agraires vers des sociétés urbaines, industrielles et de grande consommation, y compris aux USA avec la guerre de Sécession entre 1861 et 1865 (cf. John Keegan, 2011, *La guerre de Sécession*, Perrin), et au 20^{ème} siècle en Turquie, puis en Algérie, et aujourd'hui en Egypte ou en Tunisie.

⁶ Étude TNS Sofres / Logica réalisée pour le magazine *Pèlerin*.

⁷ Une personne correspond à ce que les économistes appellent de façon plus précise une unité de consommation par ménage (cf. Régis Bigot, 2009, *Fins de mois difficiles pour les classes moyennes*, CREDOC/L'Aube, p. 22). Dans le calcul du revenu par niveau de vie individuel, le premier adulte vaut 1, le deuxième et les enfants jusqu'à 13 ans 0,5 et les enfants en dessous de 13 ans 0,3. La somme des niveaux de vie pondérés donne le revenu par ménage.

tous revenus salariaux et de transferts sociaux inclus, inférieur à 1590€ et 50% ont un revenu supérieur à la même somme. Une fois pondéré, le revenu moyen par ménage de la classe moyenne inférieure se situe entre 2300€ et 3490€ par mois, soit 30% des français⁸.

Paradoxalement, le revenu des ménages français est globalement en augmentation depuis 150 ans, d'après Jacques Marseille⁹. Mais le paradoxe s'explique d'un côté par le fait que c'est un raisonnement en moyenne, et donc qui n'explique qu'en partie la diversité de l'enrichissement des français qui est bien réel malgré tout ; d'un autre côté, ce paradoxe s'explique par le fait que ce revenu est menacé depuis 2000 par la montée des « dépenses contraintes », c'est-à-dire de ce qu'il faut dépenser sans en avoir le choix, avant de penser aux dépenses « libres » et par « plaisir ». Or c'est la classe moyenne inférieure qui est la plus touchée par la montée des « dépenses contraintes » et qui a le plus « peur du déclassement » qui lui est associé, pour reprendre le titre du livre d'Eric Maurin (Seuil, 2009). Cette peur du déclassement semble assez directement liée à l'importance nouvelle, dans les budgets des ménages français, de ces dépenses peu compressibles.

En effet, d'après l'INSEE, entre 2001 et 2006, les « dépenses contraintes » sont passées d'un peu plus de 50% à presque 75% des dépenses des ménages les plus modestes, avec un revenu par ménage inférieur ou égal – en gros – à 2000€, soit les deux « déciles » en dessous de la classe moyenne inférieure. Notamment, pour ces 20% les plus modestes, « le poids des dépenses courantes de logement dans leur revenu courant est passé de 31% en 2001 à 44% en 2006 », y compris semble-t-il, assurance et chauffage, mais sans compter le remboursement éventuel de l'achat d'un logement qui pèse lui aussi sur le pouvoir d'achat, même s'il n'est pas une consommation au sens comptable mais un investissement. Cette tendance s'est accentuée pour les locataires en 2012.

La consommation numérique de médias et loisirs (téléphone mobile, VOD, Internet, Presse, DVD, jeux vidéo, GPS) apparaît aujourd'hui comme une nouvelle dépense contrainte de 8% en 2008

⁸ Régis Bigot, 2009, *Fins de mois difficiles pour les classes moyennes*, CREDOC/L'Aube, p. 77.

⁹ Jacques Marseille, 2009, *L'argent des français*, Perrin.

et qui monte à 17% pour les ménages qui ont un revenu inférieur à 2000€ par mois, soit autour de 20% des français.¹⁰ Pour mémoire, les dépenses de communication ne comptaient que pour 0,6% dans le budget des ménages en 1960, même si la comparaison terme à terme n'est pas possible. Cependant l'indice que cette consommation est bien contrainte tient au fait que, comme le montre la loi d'Engel au 19^{ème} siècle pour la consommation alimentaire, la première historiquement des consommations contraintes, plus les revenus sont faibles plus le pourcentage de la part des dépenses d'alimentation est forte dans le budget des ménages. Un indice de consommation plus fort que la moyenne peut donc être pris comme un indice de consommation contrainte.

On retrouve ce pourcentage très élevé pour les dépenses d'énergie chez les plus démunis, une autre consommation contrainte. Il faudrait imaginer aujourd'hui les effets ravageurs d'une panne de courant prolongée sur la vie quotidienne ou de l'augmentation du prix de l'énergie sur le budget des ménages modestes, ce qui est justement en train de se produire du fait de la montée des classes moyennes des pays émergents.

Au final, comme nous l'avons montré dans le dernier chapitre du *consommateur malin face à la crise* (tome 2), ces difficultés se traduisent par quatre grandes pratiques de modulation de la consommation : acheter moins cher ; consommer moins ; faire soi-même ; différer l'économie en investissant plus aujourd'hui pour payer moins cher plus tard. Cette dernière pratique est davantage le fait des groupes sociaux plus aisés qui peuvent se permettre d'acheter plus cher un chauffage plus économe pour pouvoir moins consommer à long terme. Pour une part, ces pratiques sont bien antérieures à la crise. Ce sont des pratiques bien connues des populations plus démunies.

Ce qui paraît nouveau, en lien avec la crise, c'est l'ampleur éventuelle de ces pratiques pour les acteurs les plus démunis, ou pour ceux qui cherchent à moduler leur consommation. Un premier indicateur de cette crise des classes moyennes les plus démunies est l'augmentation des encours des 18 crédits municipaux en France – les anciens monts de piété – entre 2008 et 2011 qui passent de

¹⁰ *Les Echos* du 20 octobre 2008.

66,5M€ à 100M€¹¹. En 2012, d'après Europe1.fr, ils sont 20% de plus. Le processus de paupérisation va en s'accéléralant.

Le Parisien du 27 avril annonce qu'en février 2011, « le nombre de dossiers [de surendettement] déposés à la banque de France a augmenté de plus de 17% par rapport à décembre 2010 ». En 2011, le nombre de dossiers a augmenté 6,59%. C'est un deuxième indicateur, même si l'on constate un ralentissement pour 2012.

Enfin, une enquête d'Opinion Way pour Price Minister/La Poste (2010) montre un pic d'achat/vente en *C to C* – entre consommateurs – pour des produits moins chers de seconde main : 77% en 2009 au moment de la crise, contre 70% en 2008 et 68% en 2010¹². Dans un contexte de crise économique et de défi de consommation durable, la capacité à moduler sa consommation semble devenir une compétence de plus en plus stratégique pour le consommateur malin¹³. Cette compétence est d'autant plus importante que les contraintes de pouvoir d'achat des classes moyennes des pays occidentaux rentrent en tension avec les demandes de consommation des classes moyennes des pays émergents.

Dans les pays émergents, la croissance produit une nouvelle classe moyenne urbaine dont le niveau d'exigence augmente face au gouvernement. Elle revendique une meilleure sécurité alimentaire comme avec le cas du lait contaminé en Chine en 2008 ; elle recherche de nouvelles formes de démocratisation comme en Egypte, en Tunisie et au Moyen Orient en 2011, même si cette revendication reste très minoritaire par rapport au poids politique des frères musulmans. Cette tendance ne va pas sans inquiéter la Chine dont l'assemblée du PC chinois a voté en mars 2011 un budget pour la sécurité de 73 milliards d'euros, soit une augmentation de 13%¹⁴. La nouvelle classe moyenne revendique aussi plus d'équité

¹¹ *Le Parisien* du 6 mars 2011.

¹² Cf. Estelle Monraisse, Anaïs Durand de Alter'Com Conseil et Dominique Desjeux : *La revente des cadeaux de Noël en 2010* et *Comment interpréter la revente des cadeaux de Noël ?* - www.argonautes.fr. Lire également le chapitre de Dominique Desjeux dans le tome 2 du *consommateur malin face à la crise*.

¹³ Cf. l'enquête intégrale sur *La consommation économe en 2010*, D. Desjeux (dir.), avec S. Alami, G. Brisepierre, M. Delbende et J. Darmoni, A. Bonnet, Diplôme Doctoral Professionnel ;

www.argonautes.fr/sections.php?op=viewarticle&artid=760

¹⁴ *Libération* du 7 mars 2011.

sociale comme le montrent les débats actuels au sein du PC chinois et les déclarations du premier ministre Wen Jiabao. Il est possible que l'élimination politique de Bo Xi lai en mars 2012 soit une conséquence inattendue de cette crise même si l'évènement déclencheur porte sur une affaire criminelle. Le déclenchement d'une affaire criminelle est souvent le signe d'une bataille politique au sommet et il est souvent difficile de faire la part du crime et du politique¹⁵.

Le point important à retenir est que la Tunisie et l'Égypte qui sont en pleine transformation politique font partie des pays arabes dont la croissance économique a été la plus forte depuis 2000¹⁶. Il apparaît donc bien qu'une partie des mouvements sociaux soit le produit de cette nouvelle classe moyenne qui bénéficie de la croissance sans en retirer tous les fruits. Ceci ne veut pas dire qu'elle prendra le pouvoir car ce n'est pas forcément le groupe le plus organisé au contraire des mouvements religieux d'un côté, puis – de l'autre côté – de l'armée et des anciens partis uniques dont les réseaux sont souvent interpénétrés. En Égypte, l'armée semble contrôler 40% de l'économie. C'est aussi un mouvement générationnel comme le rappelle le *Herald Tribune* du 29 janvier 2011. C'est parfois dans certains pays un mouvement féministe. Les clivages religieux – entre sunnites et chiites ou coptes – et ethniques sont bien aussi présents. La croissance de la consommation fait exploser les quatre grands clivages qui structurent toute société, les classes, les genres, les générations et les cultures politiques, religieuses ou ethniques.

En Europe, la peur du déclassement, et donc l'augmentation de l'insécurité en termes de mode de vie et de pouvoir d'achat, semble conduire à la montée des partis d'extrême droite – en Belgique, en France, en Italie, en Autriche, en Suisse, en Hongrie, en Bulgarie, en Finlande, en Norvège, au Danemark, en Suède –, même si les causes de cette montée des groupes national-identitaires et social-populistes – populistes au sens politique de recherche d'un chef suprême qui « purifiera » la société des étrangers, des « gros » et des élites « corrompues » – ont souvent des raisons plus complexes et plus diversifiées.

¹⁵ Cf. Didi Kirsten Tatlow, « Schooling the mafia on corruption » dans le *Herald Tribune* du 19 avril 2012.

¹⁶ Cf. Jean Dominique Lafay, *Les Echos* du 3 mars 2011.

En conclusion, il semble qu'aujourd'hui, une partie des classes moyennes des pays émergents soit en train de vivre leur « Trente Glorieuses », y compris avec de l'inflation qui comme en Chine peut dépasser les 5% – comme dans les années soixante en France –, voire avec des mouvements sociaux comme aux USA, en Europe et au Japon pendant ces mêmes années soixante. Cette inflation menace à son tour les fractions de la société les plus démunies, comme cela semble le cas en Turquie¹⁷, en Chine et plus généralement en Asie où les prix alimentaires ont augmenté de 10% en 2011 d'après la Banque de Développement Asiatique¹⁸. L'augmentation des prix alimentaires touche en premier les plus pauvres, en Occident et dans les pays émergents, puisque c'est leur premier poste de dépense contrainte.

De façon simplifiée, la montée de la classe moyenne mondiale conduit à une pression internationale autour de l'accès à l'énergie et tout particulièrement le pétrole dont le cours du brut a repassé la barre des 100\$ en 2012 ; puis l'accès aux matières premières, comme le montre la bataille en 2010/2011 pour les « terres rares » entre la Chine et le Japon dont certaines conditionnent la fabrication des téléphones mobiles et la montée des CARBS – Canada, Australie, Russie, Brésil et Afrique du Sud ; tous sont des pays producteurs de matières premières stratégiques¹⁹ ; enfin l'accès aux produits alimentaires d'où la course pour occuper les terres agricoles en Afrique ou ailleurs. Cette compétition, si elle menace les conditions de vie d'un pays important comme la Chine ou l'Inde, peut conduire à des conflits armés pour ne pas dire plus si l'on pense à l'Allemagne en 1913 qui était « coincée » entre les empires britanniques et français dans sa recherche de nouvelles sources de matières premières.

Cette compétition conduit à une augmentation des prix des matières premières nécessaires à la production des biens et services de consommation demandés par cette nouvelle classe moyenne de consommateurs, que ce soit en termes alimentaire et particulièrement en protéine animale, en termes de mobilité avec la

¹⁷ cf. le *Herald Tribune* du 26 avril 2011.

¹⁸ cf. le *Herald Tribune* du 26 avril 2011.

¹⁹ Cette réflexion s'appuie notamment sur un échange avec Olivier Letouze de PSI international en avril 2012.

voiture en Inde et en Chine, ou en termes d'électricité pour l'électroménager et la téléphonie pour recharger les batteries notamment.

Cette progression de la consommation de la classe moyenne mondiale – dont la conséquence première est la montée des cours internationaux – entraîne d'une part une menace sur le pouvoir d'achat des classes moyennes les plus fragilisées dans les pays riches, ce qui semble faire le lit des mouvements d'extrême droite. Elle conduit d'autre part à la montée d'une classe moyenne supérieure dans les pays émergents qui revendique à son tour la mise en place de nouveaux systèmes de décision politique qui prennent mieux en compte les demandes qui émergent des ratés de la société de consommation, comme les inégalités sociales, l'insécurité sanitaire ou alimentaire, le chômage ou les effets pervers sur l'environnement, comme en Chine.

Le terme de chassé-croisé est utilisé ici comme une image pour suggérer l'importance de l'imbrication des sociétés entre elles et des faibles marges de manœuvre que possèdent les gouvernements s'ils se limitent au seul niveau national pour gérer la question du pouvoir d'achat. Les cours de l'arabica ont atteint en 2011 leur plus haut niveau depuis 1977, sans parler de l'or, de l'argent, du pétrole, du cuivre ou du blé. Cette hausse ne relève pas que de la spéculation ou du placement de sécurité, mais aussi de la demande des classes moyennes russes, indoues et même brésiliennes et kenyanes pour le café, par exemple. Chaque gouvernement est incapable de gérer tout seul cette hausse des prix sauf en intervenant avec des aides mais au risque d'augmenter la dette publique qui est déjà très élevée dans de nombreux pays riches, à commencer par les USA mais sans oublier la Grèce, l'Espagne, l'Italie et la France. Est-ce qu'il suffira au consommateur d'être malin pour s'en sortir ? Probablement pas, mais être malin individuellement et collectivement sera sûrement un atout non négligeable²⁰.

²⁰ Cette réflexion s'est construite progressivement à travers différents projets de recherche sur Paris, Beijing, Taipei, Maceio, Guangzhou, Shanghai, Seoul, entre le 27 avril 2011 et le 21 avril 2012.

